

fondre avec l'Amérique britannique du Nord, hormis toutefois Terre-Neuve et le Labrador; le champ d'action du libre-échange s'agrandissait à l'intérieur en même temps que l'on maintenait la protection contre la concurrence extérieure. Cependant, le tarif protecteur de l'ancienne province, adopté en 1859, avec une moyenne de 20 p.c., fut remplacé en 1866 par un tarif assimilé à la situation des provinces maritimes et réduisant à 15 p.c. les droits sur la majeure partie des produits fabriqués, qui payaient auparavant 20 et 25 p.c. Toutefois, la crise générale, qui commença en 1873 et qui exerça une fâcheuse répercussion sur les recettes douanières, nécessita l'élévation à 17½ p.c. du tarif général et même un tarif spécial de 20 p.c. sur les produits de luxe. Malheureusement, cette augmentation ne réussit pas à remplir le trésor.

Après que le peuple eut, aux élections générales de 1878, adopté une politique de protection, les droits sur les produits ouvrés importés furent considérablement élevés en 1879, le tarif sur les marchandises non autrement énumérées étant porté de 17½ p.c. à 20 p.c., le tarif sur les tissus de coton, de 17½ à 30 p.c. (spécifique et *ad valorem*) et le tarif sur les draps et les lainages étant presque doublé. Les meubles et les horloges durent payer 35 p.c.; les voitures, la verrerie, le papier à tapisser et les soies, 30 p.c.; les chaussures, les boutons, les articles en caoutchouc et les objets en bois, 25 p.c. Le fer en gueuse, qui était autrefois admis en franchise devait maintenant payer \$2 par tonne et les droits sur le fer en barre et en baguette furent portés de 5 p.c. à 10 et à 17½ p.c.; enfin la machinerie et les produits du fer et de l'acier étaient portés de 25 à 35 p.c. Pendant la décade 1880-90, les changements, d'ailleurs de peu d'importance, apportés au tarif, eurent tous une tendance vers l'élévation des droits, mais la décade suivante vit une orientation manifeste dans le sens opposé. En 1891, on supprima les droits sur le sucre brut et en 1894 de substantielles réductions furent faites sur les instruments aratoires; les cotonnades et les lainages étaient l'objet de rajustements. Cette période fut également marquée par la protection accordée à l'industrie sidérurgique, tant par les droits de douane qu'au moyen de primes.

Lors de la révision du tarif de 1897, les droits sur le maïs, la ficelle d'engravage, le fil de fer barbelé, le fer en gueuse, la farine et le sucre raffiné furent soit réduits, soit abolis, tandis que les primes sur le fer en gueuse domestique, au lieu d'être réduites furent augmentées. Mais la mesure la plus importante de la révision tarifaire de 1897 fut l'adoption de ce que l'on appela un tarif "réciproque" dont les droits étaient inférieurs de un huitième à ceux du tarif général. Ce tarif réciproque fut immédiatement appliqué au Royaume-Uni et, plus tard, à la Nouvelle-Galles du Sud et à l'Hindoustan; en vertu de leur traité de commerce avec la Grande-Bretagne, la Belgique et l'Allemagne furent également admises au bénéfice du tarif réciproque; puis ce tarif s'appliqua à l'Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Bolivie, la Colombie, le Danemark, la Perse, la Russie, la Suède, la Suisse, la Tunisie et le Venezuela, à raison de la clause de la nation la plus favorisée, qui figurait dans les traités liant ces pays à la Grande-Bretagne; la France et ses colonies en jouirent aussi, comme conséquence du traité franco-canadien de 1893. Plus tard, enfin, le tarif réciproque fut accordé à la Hollande, au Japon, à la Sibérie, au Maroc, au Salvador, à la république de Transvaal, à Tonga et à l'Espagne, qui conclurent avec le Royaume-Uni des traités leur donnant droit à cet avantage.

Toutefois, les nombreuses concessions ci-dessus mentionnées n'avaient qu'un caractère temporaire; elles disparurent en 1898, comme conséquence de la dénonciation des traités qui liaient la Grande-Bretagne à l'Allemagne et à la Belgique. Le Canada était donc libre de confiner ses faveurs au Royaume-Uni et à ses dominions et colonies. Un tarif préférentiel fut accordé à la Grande-Bretagne; tout d'abord (premier août 1898) il lui concédait la rémission de 25 p.c. des droits ordi-